



N° Consultation : 2024/EFS-NVAQ/343

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG NOUVELLE-AQUITAINE
Bâtiment 4 Enora Park – 198, avenue du Haut Lévêque – CS 20020
33 615 PESSAC Cedex

PRESTATIONS DE STREETMARKETING POUR LA PROMOTION DU DON DE SANG

Procédure adaptée

Article L.2123-1 2° du code de la commande publique
Articles R.2123-2 et R.2123-4 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	5
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	5
3. DISPOSITIONS GENERALES	5
3.1. Procédure de passation	5
3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires	5
3.3. Allotissement	6
3.4. Forme du marché public	6
3.5. Durée du marché public	6
3.6. Langue d'exécution du marché public	7
3.6.1. Principe	7
3.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	7
3.6.3. Défaut de recours à un interprète	7
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	7
5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	8
5.1. Développement durable	8
5.1.1. Obligations environnementales	8
5.1.2. Performance énergétique	8
5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande ou à marché subséquent	8
5.2.1. Demande de devis	8
5.2.2. Emission des bons de commande	8
5.2.3. Délais d'exécution des bons de commande	9
5.2.4. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire	9
5.3. Vérification et admission	9
5.4. Pénalités	9
5.4.1. Pénalités de retard	10
5.4.2. Pénalités pour mauvaise exécution	10
5.4.3. Pénalité pour non restitution des fournitures de signalétique	10
5.4.4. Pénalité pour non mise à disposition des bilans sur extranet ou serveur FTP	10
5.4.5. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	10

5.5. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique	11
6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	11
6.1. Relations entre les parties	11
6.2. Confidentialité	11
6.2.1. Obligations du Titulaire	12
6.2.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	12
7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC	12
7.1. Modifications relatives au Titulaire	12
7.2. Clause de réexamen	13
7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles	13
7.4. Evolutions administratives	13
7.5. Evolutions technologiques	14
8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	14
9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	14
9.1. Contenu des prix	14
9.2. Forme et évolution des prix	15
9.3. Avance	15
9.4. Modalités de facturation et de règlement	15
9.4.1. Facturation	15
9.4.2. Dématérialisation des factures	16
9.4.3. Délai de paiement	16
9.4.4. Suspension du délai global de paiement	16
9.4.5. Intérêts moratoires	17
9.4.6. Nantissement et cession de créance	17
9.4.7. Renseignement d'ordre comptable	17
10. RESPONSABILITE - ASSURANCES	17
11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	18
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	18

11.2. Résiliation aux torts du Titulaire	18
11.3. Résiliation pour événements liés au marché	18
11.4. Exécution aux frais et risques	19
12. LITIGES	19
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	19
14. DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS	19
14.1. Objectif des prestations	19
14.2. Organisation territoriale de l'ETS	19
14.3. Description des missions	20
14.3.1. Tractage	20
14.3.2. Affichage	21
14.4. Recrutement et formation des animateurs	21
14.5. Mise à disposition du matériel	22
14.5.1. Mise à disposition des affiches et flyers	22
14.5.2. Tenue des animateurs	22
14.6. Reporting	23
14.7. Fonctionnement du marché	23
14.7.1. Lieu d'intervention des opérations	23
14.7.2. Planification mensuelle	24
14.7.3. Edition des devis	24
14.7.4. Programmation des opérations	24

1. DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement ATTRI1.

CCAG FCS : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

CCP : Cahier des clauses particulières.

Comptables assignataires : l'Agent Comptable secondaire de l'EFS Nouvelle-Aquitaine.

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer.

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS.

Marché public : Marché à forfait et accord-cadre.

Pouvoir(s) adjudicateur(s) : l'Etablissement Français du Sang (EFS).

Représentant du(es) pouvoir(s) adjudicateur(s) (RPA) : le Président de l'EFS, le directeur de l'ETS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

Services : ensemble des prestations définies dans le présent CCP.

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été accepté et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement.

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation a pour objet des prestations de streetmarketing pour la promotion du don du sang.

Elle consiste en la distribution de tracts dans différentes villes du ressort géographique de l'EFS Nouvelle-Aquitaine et l'affichage ponctuel de proximité dans ces villes.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée définie par l'article L.2123-1 2° du code de la commande publique ainsi que les articles R.2123-2 et R.2123-4 du code de la commande publique.

3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

3.3. Allotissement

La présente consultation est allotie en 2 lots, chaque lot donnant lieu à un marché public, conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-1 à R.2113-3 du Code de la commande publique.

N°	Désignation	Réalisé 2019 en € HT à titre indicatif (avant Covid)	Réalisé 2023 en € HT à titre indicatif (après Covid)
1	Distribution de tracts et pose affiches dans la zone géographique « Aquitaine »	91 600 €	49 000 €
2	Distribution de tracts et pose affiches dans les zones géographiques « Limousin » et « Poitou-Charentes »	10 100 €	10 000 €

Les opérateurs économiques peuvent présenter des offres pour un ou plusieurs lots.

3.4. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre à marchés subséquents, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-7 à R.2162-9 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum (article R.2162-4 2° du code de la commande publique) défini par lot comme suit :

Lots	Description	Maximum en € HT (toutes reconductions incluses)
1	Distribution de tracts et pose affiches dans la zone géographique « Aquitaine »	115 000
2	Distribution de tracts et pose affiches dans les zones géographiques « Limousin » et « Poitou-Charentes »	26 000

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

3.5. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 12 mois.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible tacitement 1 fois pour une période de 6 mois, sans que sa durée maximale ne puisse excéder 18 mois.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS. La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnisation ni dommage et intérêt pour le Titulaire.

3.6. Langue d'exécution du marché public

3.6.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

3.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

3.6.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- Le présent CCP ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG FCS, le présent CCP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions du CCP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1. Développement durable

5.1.1. Obligations environnementales

Le Titulaire respecte les obligations environnementales suivantes :

- Equipement des animateurs : entretien et réutilisation de la dotation de tee-shirts, casquettes et coupe-vent fournis par l'EFS pour les actions terrain de l'année.
- Moyens de déplacement : les animateurs doivent privilégier la mobilité douce (la marche à pied, les vélos mécaniques, les vélos à assistance électrique, les trottinettes) et les moyens de transport qui émettent moins de CO2 et réduisent la pollution de l'air (autopartage, transports en commun et véhicule électrique).
- Gestion des déchets : les animateurs sont tenus de ne pas laisser de flyers sur la voie publique et de rationaliser la distribution des flyers (valoriser la prise de RDV, remise du flyer facultative, synthèse post opération à transmettre à l'EFS indiquant le reliquat de flyers et affiches pour mieux dimensionner les prochaines dotations de supports papier). Le Titulaire s'engage à favoriser la filière de recyclage pour les reliquats d'affiches et flyers.

5.1.2. Performance énergétique

En application des articles R 234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire recourt à des produits de hautes performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 du même code pour l'exécution, partielle ou complète, des prestations résultant du présent marché public. Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le Titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande ou à marché subséquent

5.2.1. Demande de devis

Les demandes de devis sont constituées par l'envoi par l'EFS-NVAQ des planifications mensuelles visées à l'article 14.7.2 du présent CCP. Le titulaire remet son devis conformément à l'article 14.7.3 du présent CCP, en veillant au respect des prix unitaires indiqués au bordereau de prix du marché et en ajoutant, le cas échéant, les frais de déplacement inhérent à chaque lieu de prestations (frais de route uniquement, les frais de restauration étant inclus dans les prix unitaires des prestations).

La validation du devis par l'EFS vaut conclusion du marché subséquent dans les conditions des articles R. 2162-7 à R. 2162-9 du Code de la commande publique et est matérialisé par l'édition d'un bon de commande dans les conditions définies à l'article 5.2.2 ci-dessous

5.2.2. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre et du lot ;

- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

5.2.3. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 2 (deux) jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de quatre (4) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

5.2.4. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

Le RPA se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'acquisition de Services prévus au présent marché public et ce, sous certaines conditions déterminées ci-après :

- Montant < 10K € HT du montant maximum par lot.

Le recours à tiers peut se faire dans des cas particuliers comme la défaillance du Titulaire, s'il ne peut pas répondre à notre demande dans un délai d'urgence très restreint, en cas de partenariat spécifique avec des écoles ou associations, prise en charge par les associations de donateurs, etc. Cette liste n'est pas exhaustive.

5.3. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

5.4. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondants aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités ne peut excéder 50 % du montant total hors taxes du marché.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

5.4.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à exécuter les prestations conformément au présent CCP, le Titulaire encourt de plein droit et sans mise ne demeure préalable, une pénalité de retard par jour calendaire de retard égale à 5% du montant de la commande.

5.4.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par manquement constaté.

Sont par exemple considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité forfaitaire :

- Non communication des documents exigés dans le marché public et nécessaires à l'activité de l'EFS ;
- Réponse à une demande de chiffrage dans le cadre d'un projet d'avenant émanant du pouvoir adjudicateur, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception de ladite demande ;
- Envoi d'un avenant préalablement validé, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception dudit projet d'avenant par le Titulaire.

En cas d'inadéquation du profil du mobilisateur ou formation insuffisante, une pénalité équivalente à la moitié du montant de la prestation prévue sera appliquée.

5.4.3. Pénalité pour non restitution des fournitures de signalétique

En cas de non restitution d'une fourniture signalétique, la pénalité correspond à la valeur unitaire de la fourniture concernée dûment justifiée par l'EFS-NVAQ dans le cadre de sa demande.

5.4.4. Pénalité pour non mise à disposition des bilans sur extranet ou serveur FTP

En cas de non mise à disposition des bilans extranet ou serveur FTP, la pénalité suivante sera applicable : 30€ par bilan manquant pour une opération.

5.4.5. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

5.5. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

6.1. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Les RPA désignent chacun, au sein de leur personnel, un interlocuteur unique du Titulaire. Pour l'EFS, le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects médicotéchniques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs au sein du service Achats – Marchés publics.

6.2. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.2.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

6.2.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

7.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

7.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

7.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

9.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière, en vigueur à la date d'édition de la commande.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Fournitures et Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

9.2. Forme et évolution des prix

Les prix sont révisables annuellement à la date d'anniversaire de démarrage de l'exécution des prestations.

Le titulaire transmet à l'EFS-NVAQ une proposition de bordereau de prix (format identique au bordereau de prix notifié) avec des prix ajustés, au plus tard deux mois avant la fin de la période annuelle en cours. Toute demande de révision non accompagnée du bordereau de prix mis à jour sera considérée comme irrecevable et ne sera pas analysée. Les prix révisés proposés doivent être justifiés (en fonction d'un indice de référence ou en application d'une formule).

La demande est adressée via l'adresse mail suivante : nvaq-marches-publics.al@efs.sante.fr

L'absence de réponse de l'EFS-NVAQ à la demande de révision de prix ne saurait être considérée comme une acceptation tacite.

Les nouveaux prix s'appliquent aux bons de commande émis à compter du premier jour de la nouvelle période annuelle.

Clause de sauvegarde : les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, au-delà de 3%.

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, ne puisse prétendre à indemnité.

9.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

9.4. Modalités de facturation et de règlement

9.4.1. Facturation

Après exécution des prestations, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- Les nom et adresse du créancier ;
- Le numéro du marché public ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du bon de livraison ;
- La quantité et la désignation des Services exécutés ;
- Le montant hors TVA des Services ;
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- Le montant total TTC ;
- La date de facturation ;

- Le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

9.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

9.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l'article 5.3 du présent document, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de soixante (60) jours pour l'EFS.

9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

9.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

9.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire de l'EFS NVAQ.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due au Titulaire.

La conclusion d'un marché public national sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

11.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

11.3. Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 40.2 du CCAG FCS, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

11.4. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- D'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- D'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>

14. DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS

14.1. Objectif des prestations

Dans le cadre des missions de santé publique confiées à l'EFS, les missions de tractage et d'affichage ont pour objectif de :

- Promouvoir des opérations de don de sang et/ou sensibiliser aux différents types de don ;
- Recruter des nouveaux donneurs ;
- Inciter à la prise de RDV.

14.2. Organisation territoriale de l'ETS

L'organisation actuelle de l'EFS est la suivante :

- 1 siège régional à Bordeaux ;

- 14 maisons du don (sites fixes de prélèvement) :
 - 16 - CHARENTE : Angoulême
 - 17 - CHARENTE-MARITIME : La Rochelle
 - 17 - CHARENTE-MARITIME : Saintes
 - 19 - CORREZE : Brive
 - 23 - CREUSE : Guéret
 - 24 - DORDOGNE : Périgueux
 - 33 - GIRONDE : Bordeaux
 - 40 - LANDES : Mont de Marsan
 - 40 - LANDES : Dax
 - 47 - LOT ET GARONNE : Agen*
 - 64 - PYRENEES ATLANTIQUES : Pau
 - 64 - PYRENEES ATLANTIQUES : Biarritz
 - 79 - DEUX-SEVRES : Niort
 - 86 - VIENNE : Poitiers
 - 87 - HAUTE VIENNE : Limoges

L'activité des équipes de prélèvements de chaque site est quotidienne (sauf le dimanche) en maisons du don et/ou en collectes mobiles. Pour l'année 2023, les équipes de prélèvements ont permis de prélever près de 270 000 poches (sang total, plasma, plaquettes) dans les maisons du don et en collectes mobiles (+/- 3 500 collectes mobiles en 2021).

* Agen : il n'y a pas de maison du don dans le Lot-et-Garonne, seulement des collectes mobiles.

14.3. Description des missions

14.3.1. Tractage

Objectif : Organisation de distributions de tracts (main à la main) dans des lieux publics, lors de manifestations... (liste non exhaustive) pour accroître la visibilité et créer du trafic sur nos collectes sur une période donnée. Le but de cette prestation est de sensibiliser les passants au don de sang et de les inviter à prendre RDV pour ensuite se rendre sur la collecte en cours ou à venir.

Application/fonctionnement : Un stock suffisant de supports sera remis par le Titulaire en amont de la prestation à l'agent en charge d'exécuter la mission. Ce dernier devra gérer son stock de tracts en fonction de la durée de la prestation. La distribution doit être qualitative (pas de distribution de tract de manière « industrielle »), chaque remise de tract doit être accompagnée d'un argumentaire. L'animateur devra également proposer aux personnes sollicitées, la prise de rendez-vous sur l'application Don de sang ou sur le site Internet, à partir d'un smartphone.

La zone géographique d'intervention (liste des rues, espace à occuper, zone à couvrir...) sera définie en amont par l'EFS-NVAQ. Les animateurs devront aller à la rencontre des passants (pas de distribution statique) individuellement ou en binôme sur un même lieu, de manière à être visibles.

Dès lors que la prestation se déroule simultanément à une collecte, les animateurs sont tenus de se présenter au responsable EFS de la collecte afin de signaler le début de leur prestation.

La distribution de tracts se déroulera auprès du grand public dans diverses villes du ressort géographique de l'EFS-NVAQ. La distribution de tracts pourra se dérouler en centre-ville, sur un marché, à la sortie d'un lycée ou dans son enceinte, à la sortie d'une école primaire ou collège, sur un campus universitaire, dans l'enceinte d'un supermarché ou d'un centre commercial ou tout autre lieu ou circuit défini par l'EFS-NVAQ.

Pour les distributions se déroulant sur un territoire le nécessitant, le prestataire effectuera les demandes d'autorisation nécessaires.

En cas de problèmes ou d'interrogations sur le lieu de la distribution des tracts (très peu de monde, lieu fermé, etc.), les animateurs avertiront aussitôt le Titulaire qui, avant de prendre une quelconque décision, en avertira aussitôt la direction de la communication de l'EFS-NVAQ.

De même, en cas de problèmes d'horaires ou autres (problème de transport, retard, difficulté liée au lieu, etc.) l'animateur en avertit aussitôt le Titulaire qui, avant de prendre une quelconque décision, en avertit aussitôt la direction de la communication de l'EFS-NVAQ.

Aucune modulation d'horaire ne pourra avoir lieu sans validation préalable de la direction de la communication de l'EFS-NVAQ.

En cas de tractage pendant toute une journée, le Titulaire proposera une organisation permettant d'assurer la continuité des prestations tout au long de la journée.

14.3.2. Affichage

Objectifs : Pose d'affiches dans les commerces d'une zone stratégique identifiée par l'EFS-NVAQ afin d'augmenter la visibilité d'une collecte de sang ou d'une maison du don.

Format du support : Affiches A4 ou A3

Application/fonctionnement : Il s'agit de démarcher les commerces (restaurants, boulangeries, snacks, pharmacies, supérettes, boutique de prêt à porter, etc.) et lieux de vie (mairies, centres culturels, cabinets médicaux, etc.) du secteur défini dans le planning pour poser les affiches sur les vitrines ou, en cas de refus, sur un espace visible par la clientèle. Les animateurs sont tenus de diffuser la totalité des affiches à la date définie au contrat.

Les animateurs devront obtenir l'autorisation du commerçant ou du responsable de la structure pour déposer des affiches. Ils devront se présenter et/ou répondre aux questions en se référant aux éléments de langage fournis par l'EFS-NVAQ.

L'obtention de l'autorisation d'affichage sera matérialisée par un tampon. L'ensemble des tampons recueillis devra être centralisé par le Titulaire pour l'édition du reporting à adresser à la direction de la communication de l'EFS-NVAQ.

Les supports seront récupérés en amont de la prestation sur un site de l'EFS-NVAQ.

14.4. Recrutement et formation des animateurs

Le Titulaire aura la charge de recruter et former les animateurs pour les différentes prestations demandées par l'EFS-NVAQ. Sur une même opération pourront être demandés de un à quatre intervenants simultanés.

- Les prérequis :

Le Titulaire devra sélectionner des animateurs en mesure d'interpeller, d'argumenter, de créer l'échange et le dialogue avec les passants. Ils maîtrisent la posture et l'attitude positives, avenantes et dynamiques nécessaires à la rencontre et au recrutement. Il ne s'agit pas d'une démarche de « street-marketing massive », l'interactivité est au cœur de la rencontre entre l'animateur et le public. Par ailleurs, les animateurs doivent être pleinement qualifiés dans les démarches de sensibilisation à vocation d'intérêt général et de santé publique. A cette fin, le Titulaire aura aussi formé l'animateur aux techniques de mobilisation/ sensibilisation et distribution dans les lieux publics en extérieur.

- Formation des animateurs au street-marketing :

Le Titulaire doit garantir une prestation qualitative. L'EFS-NVAQ proposera pour cela une formation au Titulaire. Il est impératif que les animateurs reçoivent par la suite une formation adaptée et dispensée via le brief numérique (« carnet de bord » au format pdf), présentant l'EFS, le don en France, les conditions d'accès au don, une FAQ, leur permettant de maîtriser :

- Les problématiques liées aux différents dons, selon la nature de l'opération,
- Le fonctionnement et les valeurs de l'EFS notamment la notion de service public, l'éthique, la gratuité, le volontariat,
- Les éléments de langage précis et adéquats

Les animateurs se doivent d'être rigoureux quant à l'apprentissage et la restitution de ces informations. Ce sont des porte-paroles et ambassadeurs de l'EFS. Le Titulaire du marché devra préciser à l'EFS-NVAQ quels sont les moyens mis en œuvre par ses équipes internes pour recruter et former les mobilisateurs.

Le référentiel de formation doit être transmis à chaque animateur avant chaque prestation. L'EFS-NVAQ pourra demander de façon aléatoire des grilles de notation pour vérifier le niveau de qualification des animateurs.

Les animateurs, pour chaque mission, devront connaître la cible, le périmètre défini, les horaires de la prestation, les éventuelles personnes à contacter ou particularités de la prestation ainsi que les attentes de l'EFS-NVAQ en matière de reporting, la façon de se présenter et la tenue vestimentaire.

Dans le cas de certaines campagnes, l'EFS-NVAQ fournira des documents et des éléments de langage relatifs aux prestations d'événements spécifiques (notamment pour d'autres types de don que le don de sang).

Le Titulaire s'engage à fournir des intervenants en parfaite adéquation avec les exigences de l'EFS-NVAQ.

Si, au cours de l'exécution du marché, il s'avère que la qualité des prestations ou l'attitude d'un ou plusieurs intervenants se révèlent insatisfaisantes, l'EFS-NVAQ se réserve le droit, par demande écrite et motivée, d'exiger du Titulaire le remplacement dudit intervenant.

14.5. Mise à disposition du matériel

14.5.1. Mise à disposition des affiches et flyers

Les affiches et flyers seront mis à disposition du prestataire dans les locaux de l'EFS : un seul point d'enlèvement situé au 7 rue Jean Perrin 33600 Pessac ou dans chaque maison du don de la région (cf annexe : liste et adresses des maisons du don de la région). L'organisation sera à confirmer avec le titulaire après notification du marché.

Le prestataire sera informé de la mise à disposition de la dotation par mail à J-7 de la date prévue pour la prestation visée. Il incombera au Titulaire de récupérer cette dotation sur rendez-vous avec la ou les personnes référentes dans chaque maison du don, dont les coordonnées seront communiquées au titulaire après notification du marché.

14.5.2. Tenue des animateurs

L'EFS-NVAQ fournira la dotation de tenues uniques : casquette, tee-shirt et/ou coupe-vent.

Le Titulaire devra s'assurer que chacun de ses animateurs est équipé en casquette, tee-shirt et/ou coupe-vent, il veillera à ce que les animateurs portent la tenue EFS lors des prestations et vérifiera le bon état de la tenue (propreté, repassage du tee-shirt, etc.).

Il se portera garant du bon état de la tenue (propreté, repassage du tee-shirt, etc.) et de la présentation des animateurs dans la mesure où ils véhiculent l'image de l'EFS.

La dotation de tenues (casquettes, tee-shirt et coupe-vent) devra être entretenue et nettoyée par le Titulaire du marché afin qu'elle soit utilisée pour les opérations tout au long de l'année.

En cas de dépannage, une mise à disposition des tenues sera prévue. Il conviendra de les retirer dans les locaux l'EFS : un seul point d'enlèvement situé au 7 rue Jean Perrin à Pessac ou dans chaque maison du don de la région. L'organisation sera à confirmer avec le titulaire après notification du marché.

Tenue officielle exigée : pantalon « classique » de couleur sombre / haut de couleur sombre ou tee-shirt EFS / coupe-vent EFS/ casquette EFS.

Recommandations obligatoires : coiffure permettant d'avoir un visage dégagé, écharpes discrètes et cachées, pas de capuche, pas de sac à dos ou sac à main. La tenue EFS (casquette, tee-shirt, coupe-vent...) devra être retirée durant le temps de pause/déjeuner des animateurs.

Ponctuellement, sur demande de l'EFS-NVAQ, les animateurs pourront être amenés à porter des accessoires promotionnels fournis par l'EFS-NVAQ tels que la tenue de la mascotte EFS, un sac ballon marcheur, etc.

14.6. Reporting

Un reporting sur chaque opération réalisée, est attendu par l'EFS-NVAQ, lequel centralisera les informations suivantes :

- Nature de la prestation
- Date de la prestation
- Lieu de la prestation
- Horaires de la prestation
- Dispositif mis en place
- Nombre d'heures,
- Nombre d'hôtes/ses, total des heures,
- Volumes livrés,
- Volumes distribués,
- Pertinence du lieu,
- Pertinence des horaires,
- Difficultés rencontrées,
- Analyse et recommandations.

Les modalités spécifiques (tableau Excel, plateforme web, diaporama, photos, etc.) des reportings seront validées par l'EFS-NVAQ en début de marché et pourront être aménagées en cours d'exécution d'un commun accord entre les parties. Ce reporting devra être adressé sur demande de l'EFS-NVAQ à la direction de la communication de l'EFS-NVAQ.

14.7. Fonctionnement du marché

14.7.1. Lieu d'intervention des opérations

Ces 2 types de missions seront rattachés à chaque site de EFS-NVAQ. Les sites actuels sont les suivants : Angoulême (16), La Rochelle (17), Saintes (17), Brive (19), Guéret (23), Périgueux (24), Bordeaux (33), Mont de Marsan et Dax (40), Agen (47), Biarritz (64), Pau (64), Niort (79), Poitiers (86), Limoges (87).

En plus d'accueillir des donneurs sur chaque maison du don, des collectes mobiles quotidiennes sont organisées respectivement dans tous ces départements, et ce tout au long de l'année (salles communales, lycées et campus universitaires, administrations, entreprises, centres commerciaux...).

Des opérations promotionnelles et événementielles sont également organisées en fonction des secteurs ayant besoin d'un soutien particulier ou dans le cadre d'une campagne nationale.

14.7.2. Planification mensuelle

L'EFS-NVAQ organise plusieurs opérations simultanées sur le territoire de la région. Le planning mensuel des opérations de tractage, affichage est fourni par l'EFS-NVAQ et validé en accord avec le Titulaire, le 20 du mois précédent, dernier délai (ex : pour les opérations de septembre, le planning sera arrêté le 20 août dernier délai).

Cette planification centralise toutes les missions quotidiennes de tous les secteurs de l'EFS-NVAQ pour le mois à venir : le dispositif, les horaires des missions, les lieux des missions, le nombre d'animateurs, le nombre de flyers, le nombre d'affiches, le matériel d'animation (port de la mascotte ou d'un ballon marcheur, etc.).

L'EFS-NVAQ peut également ajouter ou supprimer des opérations en urgence notamment en fonction de la situation des réserves de produits sanguins. Les demandes urgentes feront l'objet d'une demande par mail signalée comme urgente (moins d'une semaine avant l'intervention) doublée d'un appel téléphonique en cas de délai très urgent (24 à 48 heures avant l'opération).

14.7.3. Edition des devis

A réception du planning fourni par l'EFS-NVAQ, le Titulaire du marché établit, dans un délai de 48h maximum, un devis conforme aux prix du marché précisant pour chaque site, le coût des opérations relatives :

- Au tractage pour les collectes mobiles par site de rattachement ;
- Au tractage pour les maisons du don par site de rattachement ;
- A l'affichage pour les collectes mobiles par site de rattachement ;
- A l'affichage pour les maisons du don par site de rattachement.

Après validation du devis, le représentant du pouvoir adjudicateur établit un bon de commande dans les conditions établies à l'article 5.2 du présent CCP.

14.7.4. Programmation des opérations

Les prestations de tractage peuvent aller d'une heure d'intervention à un maximum de dix heures par jour. L'amplitude horaire maximum des opérations de tractage demandées est de 7h à 19h, du lundi au dimanche, jours fériés compris. Pour information, la majorité des opérations est réalisée en semaine, de façon ponctuelle le samedi, et très occasionnellement le dimanche ou jour férié.

Pour les prestations relatives à la pose d'affiches, le Titulaire réalise la mission à J-8 de la date de la collecte de sang (+/- 3 jours), hors samedi, dimanche et lundi.